



Lundi 27 octobre 2025

L'impérialisme à l'offensive, les peuples à la riposte

Trump a déployé un porte-avions au large du Venezuela et ordonné le bombardement de bateaux dans la mer des Caraïbes, tuant leurs occupants aussitôt qualifiés de narcotrafiquants – sans preuve, peut-être s'agissait-il d'ailleurs de simples pêcheurs. Il annonce une opération de la CIA contre le président vénézuélien et menace le chef d'État colombien, accusé de complicité avec le narcotrafic. Trump rappelle sans fard que l'Amérique latine est l'arrière-cour des États-Unis où les entreprises américaines doivent pouvoir se déployer sans contraintes.

Les appétits impérialistes se déchaînent

La lutte contre la drogue n'est qu'un prétexte : Trump veut des gouvernements latino-américains à sa botte pour piller le pétrole au Venezuela, les terres et leurs richesses partout dans le continent. Les populations des pays pauvres dont le sous-sol regorge de richesses sont les premières victimes des appétits des impérialismes, qui sont prêts à tout pour leur imposer la soumission. On le voit jour après jour en Palestine, à Gaza, où l'armée israélienne, bras armé de l'impérialisme, se livre à un génocide pour étouffer toute aspiration au changement dans un Moyen-Orient riche en pétrole.

De la Kanaky à l'Afrique, l'impérialisme français à la manœuvre

La France n'est pas en reste. En Kanaky-Nouvelle-Calédonie, le gouvernement veut accorder de nouveaux droits aux colons, marginalisant encore davantage le peuple kanak sur ses propres terres. Conscient que cette décision peut rallumer les émeutes de l'an dernier, il a laissé en place un dispositif policier et militaire massif. En Afrique, où se livrent de véritables guerres des matières premières, l'impérialisme français maintient des troupes partout où il le peut encore. Les travailleurs français et les peuples kanak ou africains font face à la même bourgeoisie française et à sa rapacité.

Les peuples relèvent la tête

Aux États-Unis mêmes, l'administration Trump multiplie les raids contre les migrants, licencie des dizaines de milliers de fonctionnaires et s'attaque au système de santé bénéficiant aux plus précaires, prélude à de nouvelles offensives contre tous les travailleurs. Les travailleurs américains et les peuples d'Amérique latine subissent le même ennemi : la

bourgeoisie américaine. Mais, aux États-Unis, sept millions de manifestants ont défilé le 18 octobre pour dire leur rejet d'un gouvernement qui s'en prend aux pauvres pour arroser les riches. Trump s'est grossièrement moqué d'eux, y voyant la main des Démocrates. Mais c'est peut-être le début d'un ras-le-bol généralisé non seulement contre la politique de Trump mais aussi celle de son prédécesseur.

La révolte gronde dans de nombreux pays. À Madagascar, les jeunes de la GenZ ont fait tomber le gouvernement malgré la répression. Au Pérou, la mobilisation sociale a renversé la présidente. Au Maroc, la jeunesse a imposé, malgré la répression, des mesures sur la santé et l'éducation. Au Népal, le gouvernement corrompu a été littéralement balayé, les jeunes mettant le feu à tous les symboles du régime. Depuis plusieurs années, la liste des « Trump » locaux renversés par la colère populaire est longue. Ici même, la mobilisation contre la réforme des retraites de 2023 a provoqué des remous qui se font ressentir jusqu'à la crise gouvernementale actuelle, même si les travailleurs n'ont pas remporté de victoire significative pour le moment.

Les bourgeoisies impérialistes sont à l'attaque : dans les pays riches, contre les travailleurs et les classes populaires ; dans les pays pauvres, contre les peuples pour éliminer tout obstacle à leur pillage. Mais la partie est loin d'être jouée ! À l'internationale réactionnaire des Trump et des Macron, **opposons la solidarité internationale des peuples ! Et organisons-nous politiquement pour que nos grèves, nos mobilisations sociales et nos révoltes puissent enfin converger pour nous permettre de nous débarrasser du capitalisme.**



Retrouve tous nos éditos et articles en ligne
sur notre site internet avec ce QR-Code

Plan pourri

Avec son plan « travailler ensemble » la direction cherche à faire la chasse aux collègues musulmans et ce jusque dans les toilettes. Heureusement pour eux le ridicule ne tue pas !

Du pain béni pour les racistes !

Mercredi 22 octobre c'est un prêtre qui a apporté sa « bénédiction » lors de la cérémonie de fin de chantier du nouveau téléphérique du Val de Marne sous les yeux tolérants, si ce n'est complices de l'autorité organisatrice des transports parisiens, dirigée par Valérie Pécresse. Tout ça, alors que la RATP a lancée sa campagne pour la « laïcité ». Sur certaines de ses affiches destinées aux agents on peut lire que l'une des marques de neutralité/laïcité serait de « parler français ». Rien à voir avec la religion, mais beaucoup en revanche avec le racisme !

➔ **Retrouve notre article complet dans le prochain numéro de Révolutionnaires !**

Rester unis !

Les premiers lots sont transférés à Cap-IdF et Keolis dans quelques jours, mais il y a toujours des zones d'ombres sur des postes non comblés, sur le 13^{ème} mois ou sur nos tenues. La seule certitude c'est que peut importe le patron, c'est sur notre dos qu'ils veulent se faire un max de pognon. Pour contrer les attaques il va falloir rester unis peu importe les logos sur nos vestes !

A Lyby les petits fours, dans la rue en dessous, le chaos !

A gare de Lyon, tous les emplacements pour les taxis ont été sucrés. Résultat : les places de stationnement pour les bus sur la rue de Bercy sont devenues the place to be. Une épreuve, et non des moindres pour notre calme et notre patience au moment de nos pauses. Et pour le coup, les grandes pontes de la boîte ne peuvent pas dire qu'ils ne savent pas, c'est juste sous leurs yeux...

Il faut payer pour aller bosser !

Avec les transferts, dès le 1^{er} novembre nos cartes de services ne seront plus utilisables sur 62 lignes ! Charge à nous de nous procurer un titre de transport. C'est une aberration de plus, et si tous les transports en communs étaient gratuits ?

Lutte des places

Régulièrement, dans les ateliers et les dépôts on se retrouve en galère pour se garer le matin. Les parkings sur site sont remplis, les contrats avec d'autres parkings ne sont pas renouvelés... Il est pourtant « juste » question de pouvoir faire notre travail correctement ! On prend la place qu'il nous faut !

La RATP une multinationale qui DEVroule

Un an après avoir remporté le contrat pour les métros de Riyad en Arabie Saoudite, l'entreprise gère aussi 90 lignes de bus et 800 véhicules, ces deux activités représentent un contrat de 4 milliards d'euros sur dix ans. RATP Dev se targue d'être présente dans 17 pays et d'employer plus de 73 500 salariés ! Autant de possibilités pour mener des bagarres face à nos patrons, travailleurs de tous les pays unissons-nous !

Chaises musicales

Le parlement a validé la nomination de Jean Castex à la tête de la SNCF. Ancien premier ministre, il va remplacer Jean-Pierre Farandou lui-même nommé ministre du travail. Du grand recyclage ! Au gouvernement comme à la tête de grandes entreprises, c'est leur politique patronale qui est récompensée. Alors peut importe qui sera notre nouveau ou nouvelle patronne, on sait déjà que ses intérêts sont incompatibles avec les nôtres. Il faudra le faire savoir !

Grève générale à Gabès pour exiger la fermeture d'une usine chimique

La ville de Gabès, dans le sud tunisien, a été paralysée mardi dernier par une grève générale, lancée pour réclamer le démantèlement d'une usine vieillissante d'engrais, du Groupe chimique tunisien, impliquée dans plus de 200 cas d'intoxications, particulièrement d'enfants, survenus depuis début septembre. Cela fait maintenant trois semaines que les mouvements de protestation ébranlent cette ville de 400 000 habitants. Malgré ses promesses, le pouvoir ne fait rien et laisse cette usine empoisonner travailleurs et habitants. La lutte continue.

Nouveau drame en Méditerranée

Un canot pneumatique, à bord duquel se trouvaient dix-huit migrants et un passeur, a coulé après avoir pris l'eau au large de Bodrum, une station balnéaire de Turquie. Cette région est située à proximité de l'île de Kos, un des points principaux d'entrée en Europe. Seules deux personnes ont pu être sauvées. Une des deux survivant, un migrant afghan, a raconté avoir nagé pendant près de six heures pour atteindre la terre ferme. Une tragédie qui aurait pu être évitée si l'Union européenne ne s'obstinait pas à multiplier les obstacles sur les routes migratoires, rendant de plus en plus périlleuses les traversées. Depuis le début de l'année près de 1400 personnes ont disparu ou ont été repêchées mortes en mer. Solidarité avec les migrants, droit de libre circulation et d'installation pour tous et toutes.

